

APPEL DU COLLECTIF POUR LA DÉFENSE ET LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

Depuis plus d'un siècle, à la faveur d'innombrables luttes, les Services publics sont devenus, notamment sous leur forme moderne au lendemain de la 2ème guerre mondiale, une part essentielle de l'identité française républicaine.

Grâce au principe du traitement égalitaire du citoyen dans la continuité et l'accessibilité aux services, ils ont permis que la satisfaction des besoins fondamentaux des populations prenne le pas sur les seules logiques de profit et de rentabilité.

Libre circulation des capitaux et des marchandises, mise en concurrence généralisée, privatisation totale ou partielle, recherche du profit maximal, l'Europe libérale s'est construite sur ce credo et en France, depuis des années, les gouvernements successifs se sont peu ou prou inscrits dans cette logique.

Aujourd'hui, c'est à une véritable asphyxie budgétaire des Services publics, voire à leur liquidation, qu'entend procéder le pouvoir en place.

Dans une région comme le Centre-Bretagne, derrière des mises en scène de négociation avec les élus, nous assistons à un démantèlement programmé et méthodique de l'ensemble des services publics présents sur le territoire : postes, perceptions, services de l'équipement, EDF-GDF, gare, centre pédagogique, hôpitaux, disparition de nombreuses permanences : ANPE, services sociaux, gendarmeries, CRAM, etc.

Alors que depuis quelques années, de nombreuses communes de notre région accueillent des nouvelles populations, la déstructuration en cours de ces services et équipements hypothèque gravement l'avenir de nos territoires.

C'est pourquoi nous sommes de plus en plus nombreux à nous opposer à cette casse territoriale contraire à l'intérêt général et vécu comme une trahison.

Les nombreuses manifestations qui ont lieu depuis ces derniers mois et qui ont visé à défendre sur notre région tous ces services publics les uns après les autres, sont révélatrices de l'ampleur du malaise qui s'installe au sein de la population et du sentiment d'abandon du monde rural.

Parallèlement, nous savons que les villes et leurs banlieues, elles aussi subissent progressivement les mêmes logiques portant atteinte à leurs structures en place.

Aujourd'hui, dans une démarche citoyenne, nous, élus, forces syndicales, associatives et politiques, usagers, avons décidé de ne plus subir de tels choix de la part de l'Etat et d'entrer collectivement en résistance face aux menaces qui pèsent sur notre région.

Nous appelons la population à rejoindre notre mouvement de lutte pour la défense et le développement des Services publics et à venir massivement à la manifestation du Faouët du 7 mai afin de montrer notre détermination à résister à la casse programmée de nos territoires.

Langonnet, le 7 avril 2005

En discussion avec les organisations :

A l'appel de :

Collectif de défense des services publics du Pays du Roi Morvan, Collectif pour la présence et le développement des services publics en Centre Ouest Bretagne, CGT-PTT 56, SUD-PTT 56, SUD-PTT 22, CGT EDF-GDF 56, FSU, SUD-Education, SNUipp56, SNES 56, ATTAC COB, ATTAC 56, Acteurs école rurale publique, CFDT-Trésor, CGT-Trésor, CGT-Equipement, Solidaires 56, FCPE 56, UNSA-Education, Confédération paysanne, PC, PS, SNAEN, SUD Crédit Agricole, SUD Solidaires 22